

Extraits en
version française

Notre Europe

Thinking a united Europe
Penser l'unité européenne



Real
Instituto
Elcano

EGMONT



t g a e

Think Global – Act European

The Contribution of 14 European Think Tanks to the Spanish, Belgian and Hungarian Trio Presidency of the European Union

Directed by:

Elvire Fabry and **Gaëtane Ricard-Nihoul**, Notre Europe





*La nouvelle édition du rapport
Think Global Act European consacrée au Trio
des présidences espagnole, belge et hongroise
a été publiée dans son intégralité en version
anglaise (Notre Europe, mars 2010, 304 p.)
et peut être téléchargée sur
www.notre-europe.eu/en/tgae
Ne sont rassemblés ici que les extraits
suivants traduits en français:*

PRÉFACE 3

Tommaso Padoa-Schioppa Notre Europe

INTRODUCTION 5

Elvire Fabry et **Gaëtane Ricard-Nihoul** Notre Europe, **Ignacio Molina** Real Instituto Elcano, **Jacques Keller-Noëllet** Egmont, **Attila Ágh** GKI

**15 RECOMMANDATIONS
CLÉS ADRESSÉES AU TRIO
DES PRÉSIDENTES EBH 13**

Attila Ágh Corvinus University/GKI, **Adam Balcer** demosEUROPA, **Hugo Brady** CER, **Filippa Chatzistavrou** ELIAMEP, **Elvire Fabry** Notre Europe, **Jacques Keller-Noëllet** Egmont, **Thomas Klau** ECFR, **David Král** Europeum, **Piotr Maciej Kaczyński** CEPS, **Ignacio Molina** Real Instituto Elcano, **Gaëtane Ricard-Nihoul** Notre Europe, **Daniela Schwarzer** SWP, **Anna Stellingner** SIEPS, **Fabrizio Tassinari** DIIS

Notre Europe

19 rue de Milan | 75009 Paris – France

Tél.: 33 (0)1 44 58 97 97 | Fax: 33 (0)1 44 58 97 99

Email: info@notre-europe.eu | Site internet: www.notre-europe.eu

La contribution
de 14 think tanks
européens au
trio des présidences
espagnole, belge
et hongroise de
l'Union européenne

PRÉFACE

PRÉFACE

Le Trio des présidences espagnole, belge et hongroise de l'Union européenne intervient à l'aube d'un nouveau départ. Les décisions adoptées et les précédents établis par ce Trio seront déterminants pour l'évolution de l'intégration européenne dans les années à venir. Le premier élément de ce nouveau départ est sans conteste la nécessité de sortir de la crise économique et de palier ses conséquences sociales. En dépit (ou à cause) de ce contexte, la nouvelle Stratégie UE 2020 est une opportunité unique pour assurer une transition volontariste vers une économie à faible émission de carbone.

Par ailleurs, l'entrée en vigueur tant attendue du Traité de Lisbonne permet de passer d'une phase de réforme institutionnelle à une période davantage axée sur l'élaboration de politiques et de projets communs. Enfin, ces trois présidences tournantes partagent désormais la responsabilité de l'élaboration de l'agenda avec le nouveau Président permanent du Conseil européen.

L'ensemble des idées et des recommandations avancées dans ce rapport devrait aider le Trio des présidences à gérer efficacement ce nouveau départ. Après la publication du premier rapport Think Global – Act European en mai 2008, cette deuxième édition réunit quatorze des plus éminents think tanks qui couvrent les affaires européennes.

Comme en 2008, les auteurs de ce rapport ont adopté la devise « Unis dans la diversité ». Cependant, dans cette édition, les think tanks ont choisi de concentrer davantage leurs efforts sur la réflexion collective. Pour commencer, en tant que coordinateur du projet, Notre Europe a travaillé en étroite collaboration, dans le cadre d'un comité éditorial, avec trois think tanks basés dans les pays du Trio des présidences : le Real Instituto Elcano, Egmont et GKI. Ensuite, certains textes ont été rédigés collectivement par plusieurs think tanks. Enfin, les représentants des think tanks se sont concertés pour choisir 15 recommandations sur lesquelles ils souhaitent plus spécifiquement attirer l'attention du Trio des présidences.

En ma qualité de Président de Notre Europe, je suis particulièrement fier de présenter le fruit d'une longue coopération entre les différents think tanks participants, qui s'est confirmée extrêmement enrichissante. Je tiens à les féliciter et à les remercier pour la démarche constructive qui fut la leur tout au long de ce projet. J'espère que le Trio des présidences et le Président du Conseil européen considéreront ce rapport comme la preuve que la coopération peut donner des résultats originaux, utiles et pertinents.

Tommaso Padoa-Schioppa Président de Notre Europe

La contribution
de 14 think tanks
européens au
trio des présidences
espagnole, belge
et hongroise de
l'Union européenne

INTRODUCTION

Comité éditorial

Elvire Fabry Notre Europe

Gaëtane Ricard-Nihoul Notre Europe

Ignacio Molina Real Instituto Elcano

Jacques Keller-Noëllet Egmont

Attila Ágh GKI

Le mandat du Trio de présidences espagnole, belge et hongroise (EBH) de l'Union européenne (UE), qui commence en janvier 2010 pour s'achever en juin 2011, ne marque pas seulement un moment d'alternance dans les présidences tournantes. Il s'inscrit dans une période de profonde transition de la gouvernance européenne, qui cumule un changement d'acteurs, de règles de fonctionnement et de priorités.

Le défi ne se résume pas à trouver les compromis qui s'imposent pour mettre en place la nouvelle structure institutionnelle, mais à en faire également ressortir tout le potentiel afin de consolider au plus vite l'efficacité du processus d'élaboration des politiques au niveau de l'UE et de permettre en temps voulu à l'UE de prendre des décisions essentielles dans un contexte international inquiétant (I). Le Trio doit également faire face à un problème existentiel : avec l'introduction d'une Présidence stable au Conseil européen et du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, la présidence tournante a-t-il encore de l'importance et quelle est la place du Trio dans la nouvelle architecture institutionnelle (II) ?

L'Europe en transition ?

Au-delà du renouvellement du Parlement et de la Commission, le Traité de Lisbonne est porteur d'un profond remaniement institutionnel. La façon dont l'actuel Trio des présidences va utiliser les nouvelles règles institutionnelles – notamment le type de coordination qu'il va contribuer à mettre en place avec Herman Van Rompuy et Catherine Ashton – aura valeur de précédent et déterminera sans doute pour un moment la conduite des affaires communautaires.

Cependant, cette phase de transition institutionnelle s'inscrit dans un contexte international difficile, marqué par une grave crise économique, doublée d'une

crise climatique. Ces grands défis exigent une action urgente et décisive et ne pourront trouver de solution dans la poursuite du « business as usual ».

Tous ces facteurs doivent inciter les Européens à ne pas gaspiller leur énergie dans leurs politiques internes et à s'interroger sur la place qu'ils occupent et le rôle qu'ils souhaiteraient préserver sur la scène internationale.

Cet appel à tenir davantage compte du contexte international n'est pas nouveau. Il était déjà au cœur du précédent rapport *Think Global – Act European*, consacré au Trio de présidences française, tchèque et suédoise, pour attirer l'attention sur le

besoin d'intégrer plus étroitement l'évolution du contexte international dans la conduite des politiques communautaires.

Toutefois, cette exigence est sans doute encore plus cruciale dans le contexte actuel : la mutation du contexte international provoquée notamment par l'arrivée de l'administration Obama – à la fois plus proche de l'Europe et tournée stratégiquement vers la Chine – l'émergence de cette dernière, qui se remet plus vite de la crise économique que les Occidentaux et que le Sommet de Copenhague a montré moins coopérative, le repli de la Russie sur ses intérêts propres et le rééquilibrage des rapports Nord-Sud qui transparaît à la fois dans le Doha Round et la préparation d'un accord post-Kyoto.

Compte tenu notamment des risques de dégradation économique et de l'impact social que l'on peut craindre dans les mois à venir, le Trio EBH doit contribuer activement à allier à la transition institutionnelle une transition profonde de l'UE qui lui permette de garantir une croissance soutenable à moyen et long termes.

Les experts des 14 think-tanks européens mobilisés dans le cadre de ce rapport ont ainsi prêté une attention spécifique à l'évolution du contexte global et à l'analyse des défis qui se présentent aujourd'hui aux Européens, pour enfin adresser des recommandations concrètes au Trio EBH.

Une plus grande coordination pour une meilleure efficacité

Sans reprendre ici le détail des propositions qui sont présentées dans chaque article et résumées en tête de chapitre, on retiendra

tout d'abord de cette réflexion collective que la situation de crise actuelle impose plus que jamais que les Européens parviennent à s'extirper du cadre sectoriel, trop segmenté, dans lequel ont évolué jusqu'à aujourd'hui les politiques communautaires. Ce leitmotiv revient dans toutes les analyses pour nous mettre en garde contre la logique des ajustements progressifs – trop lents face aux défis du retour à la croissance, du maintien de la cohésion et de l'essor des économies émergentes – et appeler à la définition de stratégies européennes plus intégrées.

L'irruption dans l'agenda européen d'enjeux tels que la crise économique globale, du changement climatique ou encore l'approvisionnement énergétique, auxquels s'ajouteront les négociations relatives aux nouvelles perspectives financières, imposent de développer une approche transversale des politiques européennes, en créant des synergies plus actives entre ces dernières.

L'urgence d'une gouvernance économique européenne

Le contexte actuel de dérapage des déficits budgétaires et d'accroissement de la dette publique n'est favorable ni à l'achèvement du marché unique, ni à des réformes structurelles qui porteraient sur la politique de l'emploi, les politiques favorables à la productivité (R&D, enseignement supérieur, etc.), les stratégies industrielles, la politique fiscale, etc. En outre, les divergences des politiques nationales mises en place au sein de l'Union économique et monétaire (UEM) s'accroissent.

Ces enjeux sont au cœur des préoccupations actuelles des dirigeants européens,

qui s'attachent à trouver des stratégies de sortie de crise, et imposent – ce que l'agenda institutionnel ne serait peut être pas parvenu, seul, à amorcer avec la définition prévue en 2010 d'une nouvelle stratégie post-Lisbonne de croissance durable -, de revoir en profondeur les bases de la gouvernance économique européenne pour parvenir à faire de l'UE un acteur économique dans la crise.

Quelles que soient les mesures adoptées pour sortir de la crise, les options choisies par les États membres auront des effets négatifs (baisse des dépenses budgétaires qui aurait un impact sur les dépenses de protection sociale; hausse des impôts mal ressentie en période de croissance nulle; échelonnement du coût de la crise qui se reporterait sur la génération à venir, voire un retour de l'inflation pour liquider une partie de la dette, etc.) et pourraient engendrer de fortes tensions entre ces mêmes États.

Les Européens ne peuvent sur ces sujets faire l'économie d'une coordination européenne plus étroite sans risquer de fragiliser durablement la cohésion de l'UE. De ce point de vue, le Trio EBH pourrait, dès à présent, privilégier une réflexion concertée des États membres qui vise à définir à quel stade il faudra sortir de la phase de gestion de crise (qui concerne les liquidités des banques centrales, les déficits publics massifs et l'interventionnisme d'État).

Une représentation européenne unique (ou au moins pour les pays de la zone euro) au G20, comme au FMI et à la Banque mondiale, est également invoquée pour peser

d'avantage sur la scène internationale. En effet, comme on a pu le vérifier en matière de politique commerciale, une seule voix serait plus audible que la démultiplication des discours (parfois contradictoires) des divers représentants européens et nationaux actuels. En lieu et place de la représentation en ordre dispersé des intérêts européens, qui porte atteinte à la défense de l'intérêt commun européen, cette mesure inciterait les États membres à mettre en place une meilleure coordination.

De l'énergie pour tous, mais de l'énergie propre

Aujourd'hui, le besoin de garantir aux citoyens l'accès à l'énergie ne peut plus être séparé des exigences que se sont fixées les Européens en matière de réduction des émissions de CO₂, ni du besoin de renforcer la compétitivité des entreprises européennes. S'il est un enjeu transversal qui exige à présent de coordonner un grand nombre de politiques communautaires, c'est assurément celui de l'énergie.

Pour garantir l'approvisionnement permanent de toutes les régions d'Europe, les Européens doivent créer un marché intérieur de l'énergie qui repose sur un vaste réseau d'infrastructures européennes. En s'attaquant à ce chantier, le Trio EBH contribuerait à renforcer l'intérêt commun dans ce domaine et faciliterait la tâche du Haut représentant (HR) et du Président stable en vue de l'élaboration d'une politique extérieure commune de l'énergie, une politique qui viserait à adopter une position européenne cohérente notamment vis-à-vis de la Russie, ou encore dans la région de la mer Caspienne (décisive pour le

projet Nabucco) et au Moyen Orient, pour sécuriser l'acheminement du pétrole et gaz jusqu'aux frontières de l'Union.

La mutualisation des efforts nécessaires à la transition de la consommation vers les énergies propres permettrait de ne pas reporter certaines mesures (stimuler les innovations technologiques, créer des leaders sectoriels, réduire le coût de ses énergies, etc.) au nom des contraintes budgétaires actuelles.

Une croissance durable

L'adoption en décembre 2008 des objectifs du « 3 x 20 à l'horizon 2020 » a été une étape importante. Mais faire de l'Europe une économie faiblement carbonée est une tâche autrement plus difficile que de fixer des objectifs. Elle suppose de repenser en profondeur notre modèle de croissance, et donc l'ensemble des politiques mises en œuvre pour assurer le développement. D'où le besoin de replacer l'enjeu du changement climatique au centre de la stratégie post-Lisbonne de croissance et de développement. Cette nouvelle stratégie doit parvenir à créer des synergies entre les dimensions sociale, économique et environnementale. Une politique sociale ne doit pas tant être perçue comme un outil de compensation que comme un véritable facteur de productivité. De même, il est important d'aménager une politique environnementale qui ouvre des opportunités en matière de croissance (création d'emplois, compétitivité des produits faiblement carbonés, etc.). Plutôt que de chercher à rendre compatibles l'environnement, le social et la croissance économique, il convient de chercher à ce que

ces différentes dimensions se renforcent mutuellement.

En outre, il serait vain de définir cette nouvelle stratégie sans coordonner cette réflexion avec le débat qui portera sur le nouveau cadre financier pluriannuel. En veillant à coordonner ces deux discussions, le Trio EBH contribuerait à ne pas laisser le débat budgétaire s'enfermer dans la défense des intérêts nationaux et à l'orienter sur les objectifs de l'Union.

Par ailleurs, si la complexité des négociations du Doha Round est telle qu'il semble préférable de ne pas créer de nouveaux blocages, on ne pourra longtemps encore séparer les enjeux du changement climatique de ceux du commerce international.

Une réflexion stratégique pour les relations extérieures

Au moment où le Haut représentant et le Service d'action extérieure (SAE) se mettent en place, une attention particulière doit être prêtée au rôle que peuvent jouer ces nouveaux « instruments » pour parvenir à définir une stratégie européenne plus claire en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Comment adopter une politique constructive vis-à-vis de la Russie qui permette d'envisager une stabilisation du voisinage oriental? Quelles sont les priorités de l'UE en matière de gestion de crise et comment clarifier les critères qui commandent à l'arbitrage des moyens utilisés (civil et militaire)? Comment intégrer les priorités en matière de paix, de sécurité et d'environnement dans les

politiques européennes de coopération au développement? Voilà quelques-unes des questions qui plaident en faveur d'une clarification des priorités de l'UE en matière de PESC et PSDC.

Au lieu d'attendre le prochain réexamen de la Stratégie européenne de sécurité (dans quatre ou cinq ans), le Trio devrait veiller à ce que le débat stratégique demeure une priorité, en particulier dans le cadre de la PSDC, ce qui pourrait éventuellement contribuer à alimenter les travaux parallèles sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN et à lier les objectifs globaux de l'UE à des instruments spécifiques.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'élargissement et la politique de voisinage, le Trio devrait s'efforcer d'adopter une nouvelle vision du processus d'élargissement bien avant la nouvelle période budgétaire afin de pouvoir prendre en considération ses répercussions financières.

Sur tous ces points, le Trio aura un rôle à jouer aux côtés du HR, que ce soit dans le cadre de la présidence du Coreper (Comité des représentants permanents) qui continuera de délibérer sur toutes les questions de relations extérieures qui trouvent leur place dans la dimension communautaire de l'élaboration des politiques, ou dans le cadre de la présidence du Conseil Affaires générales qui continuera également d'assurer la coordination horizontale de diverses politiques liées aux missions et aux priorités de la PESC. La création d'intérêts convergents entre les États membres contribuerait sans aucun doute à accroître l'influence du Haut représentant sur la scène internationale.

De l'importance de la présidence tournante

Depuis longtemps, plusieurs États membres se sont fixés comme objectif de doter le Conseil européen d'une présidence stable. La Convention chargée de rédiger le Traité constitutionnel avait fait de ce principe l'un des éléments clés de la nouvelle architecture institutionnelle et il a été maintenu par la suite lorsque le Traité de Lisbonne a été négocié. Pour ses défenseurs, la rotation des présidences du Conseil tous les six mois l'empêchait d'adopter un agenda stratégique de long terme, dans la mesure où chaque nouvelle présidence souhaitait faire valoir ses propres priorités. L'objectif était également de mettre un terme aux incessants changements d'interlocuteurs lors des réunions bilatérales et multilatérales. Cependant, l'accord dégagé dans le cadre de la Conférence intergouvernementale ne réalise que partiellement l'objectif puisque la présidence stable ne concerne que le Conseil européen et non le Conseil de ministres.

Le système qui a été mis en place est donc le suivant: toutes les formations du Conseil, y compris le Conseil Affaires générales, la plupart des organes préparatoires mais aussi le puissant Coreper, sont présidés par la présidence tournante à l'exception du Conseil européen (présidé par le Président permanent désigné pour une période de deux ans et demi) et du Conseil Affaires étrangères et de ses comités préparatoires (présidés par le nouveau Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité). Le Traité insiste également sur le rôle du Trio de présidences (groupes successifs de trois présidences tournantes,

dont la liste est établie à l'avance par le Conseil en fonction de certains critères de taille et de situation géographique) chargé de rédiger un programme de 18 mois destiné à compléter et à assurer la cohérence générale des programmes spécifiques des trois présidences qui forment le Trio.

Cette nouvelle architecture fait l'objet de nombreuses critiques quant à sa complexité et à son incapacité à répondre à la demande de différents pays tiers qui souhaitent être en mesure d'identifier clairement la « voix de l'Europe ». Différents analystes sont donc d'avis que cette solution hybride ne peut être que transitoire et que le système de présidence tournante ne survivra pas à ce que certains appellent la « Bruxellisation » de la définition de l'agenda européen. La complexité du système est manifeste et décevante lorsque l'on sait que l'un des objectifs de la Déclaration de Laeken – qui marqua le lancement du processus constitutionnel en 2001 – était précisément de simplifier les traités existants afin de les rendre plus compréhensibles aux yeux des citoyens.

Les think-tanks qui ont contribué à ce rapport estiment cependant que la présidence tournante continuera à jouer un rôle. Mieux encore, ils sont d'avis que ce rôle peut s'avérer particulièrement utile pour autant qu'il soit le plus complémentaire possible à l'égard des présidences stables et qu'il utilise pleinement le potentiel des mécanismes de coordination qui encadrent le système de Trio. Deux grandes raisons poussent à abonder dans ce sens :

Premièrement, le système de présidence tournante possède des vertus qui ont eu

tendance à être reléguées au second plan lors de l'élaboration du concept de présidence stable. L'une de ces vertus est même essentielle en cette période où le soutien des citoyens en faveur du projet européen est, au mieux, mitigé. La présidence tournante a démontré sa capacité inégalée à rapprocher l'Europe des différents pays qui la composent. Pour les gouvernements nationaux, elle constitue en effet une excellente opportunité de clarifier leurs priorités européennes et de consolider la coordination et l'eupéanisation de leurs administrations. Pour les parlements nationaux, les partis politiques et les syndicats, elle est l'occasion de s'impliquer davantage encore dans les réseaux européens.

De plus, pendant six mois, les citoyens d'un État membre assistent à une couverture médiatique peu ordinaire des affaires européennes, et leur pays accueille de nombreux événements officiels. Nous ne devrions pas sous-estimer le sentiment de fierté que ressentent les citoyens d'un pays lorsque leur gouvernement est amené à diriger une union de 27 États membres et à les représenter le cadre de réunions internationales. Tout diplomate ayant travaillé à l'organisation d'une présidence admettra qu'elle a une influence pédagogique et émotionnelle indéniable sur l'attitude des citoyens à l'égard de l'UE, une influence qu'il est difficile d'obtenir par d'autres moyens.

Deuxièmement, l'institutionnalisation du Trio de présidences confère une dimension nouvelle au système de la présidence tournante. Bien que le concept de Trio ait fait l'objet de nombreuses critiques, qui reprochent au processus de n'être qu'administratif et dénué de dimension politique, il

n'en possède pas moins de nombreuses qualités évidentes. En premier lieu, il instaure un lien entre trois pays qui n'ont pas forcément l'habitude de collaborer, en raison de différences de taille, de situation géographique, d'histoire ou de niveau de soutien à l'intégration européenne. Il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur le précédent Trio (France, République tchèque, Suède), sur le Trio actuel (Espagne, Belgique, Hongrie) et sur le prochain Trio (Pologne, Danemark, Chypre) pour s'en convaincre. Les compromis internes auxquels parviennent les Trios peuvent servir à préparer le terrain des négociations communautaires. En effet, le Trio peut endosser un rôle similaire à celui de l'axe franco-allemand : une position partagée par trois États membres aux profils parfois totalement opposés, peut offrir une excellente base à un accord communautaire.

La coopération entre les administrations et les services diplomatiques de ces pays ne suffit bien entendu pas en soi, mais il ne faut en aucun cas en sous-estimer le bénéfice. Les administrations jouent un rôle essentiel dans la préparation des décisions, mais aussi dans leur mise en œuvre après leur adoption à l'échelon communautaire. Il n'est donc pas négligeable de favoriser l'esprit de collaboration et la compréhension mutuelle entre ces différents acteurs. Si au niveau politique le fonctionnement du Trio s'est révélé plus ou moins bon d'un Trio à l'autre, il est indéniable qu'il s'est amélioré avec le temps, et cela rapidement puisque le premier programme de 18 mois remonte au Trio allemand, portugais et slovène de 2007. Depuis lors, les travaux du Trio ont largement gagné en visibilité, comme en

attestent le logo et le site internet communs du Trio actuel.

En outre, la formule du Trio est une réponse du Traité de Lisbonne au manque de coordination des présidences tournantes face à la mise en place de la présidence stable. Dans la mesure où le Traité de Lisbonne n'est entré en vigueur qu'en décembre 2009, il est prématuré de condamner cette formule sans même lui laisser le temps de trouver sa place dans le nouveau système. Par ailleurs, la présidence tournante n'a pas d'autre choix que de tirer le meilleur parti du concept de Trio si elle souhaite conserver sa crédibilité dans le processus de définition de l'agenda, un processus qui devrait vraisemblablement être dominé par le président stable du Conseil européen, plus aisément et plus fréquemment en contact avec la Commission européenne.

En définitive, la présidence tournante a-t-elle encore de l'importance ? La réponse est oui, indéniablement, en raison de son potentiel unique de mobilisation des citoyens dans les différents États membres, mais aussi de la contribution unique qu'elle peut apporter à la définition de l'agenda au sein de l'UE. Toutefois, cette contribution ne sera entendue et respectée que si elle a pour objectif de compléter le travail du président stable et si elle s'effectue en étroite collaboration avec les deux autres pays du Trio, de façon à faciliter l'émergence de positions communes au Conseil.

La contribution
de 14 think tanks
européens au
trio des présidences
espagnole, belge
et hongroise de
l'Union européenne

15 RECOMMANDATIONS CLÉS ADRESSÉES AU TRIO DES PRÉSIDENCES EBH

1. S'assurer que le nouveau Conseil Affaires générales – présidé par le Trio – endosse un rôle de coordination stratégique dans le cadre de l'élaboration des politiques au sein de l'UE.



2. Se concentrer sur l'amélioration de la gouvernance économique européenne et le renforcement de l'Union économique et monétaire dans un cadre élargi de coordination et de surveillance macroéconomiques.



3. Garantir une présidence du Conseil Ecofin particulièrement constructive – en même temps qu'une Commission proactive et une présidence forte pour l'Eurogroupe – afin de renforcer la coordination économique.



4. Maintenir la dynamique de réforme de la réglementation des marchés financiers, notamment par le biais d'une collaboration étroite avec le G20.



5. Renforcer l'influence de l'UE en instaurant une représentation unique au sein des instances internationales, en commençant par celle de l'Eurogroupe dans les institutions et les forums de gouvernance économique mondiale (G20, FMI, Banque mondiale).



6. Veiller à ce que la Stratégie UE 2020, qui intègre des objectifs sociaux, environnementaux et de croissance, repose sur un diagnostic approfondi de la crise économique et de ses répercussions sociales; la recherche d'un accord rapide ne doit pas primer sur le besoin de dégager un consensus politique solide.



7. Identifier les initiatives européennes complémentaires dans le cadre de politiques d'emploi paneuropéennes afin de mieux répondre au défi du chômage.



8. Bâtir un marché intérieur de l'énergie s'appuyant sur un vaste réseau d'infrastructures européennes.



9. Compléter la stratégie européenne de lutte contre le changement climatique par un ensemble de mesures liant transports et changements climatiques, par des initiatives en matière de technologies du charbon propre, ainsi que par une hausse des prix du carbone, afin de préserver la crédibilité du système européen d'échange de quotas d'émissions.

10. S'assurer que la coopération avec les pays tiers en matière d'immigration clandestine et de contrôles aux frontières ne porte pas préjudice au droit d'asile et à d'autres obligations liées aux droits de l'Homme.



11. Collaborer avec les États-Unis en vue de dégager des priorités communes dans la lutte contre le terrorisme, en particulier concernant l'aide aux pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest ainsi que dans le cadre de la stabilisation du Pakistan.



12. Aider le Haut représentant à mettre en place un Service européen d'action extérieure susceptible d'apporter une réelle valeur ajoutée à la politique étrangère de l'Union ; ce service doit disposer des moyens nécessaires à la rédaction d'analyses politiques de qualité et pour pouvoir contribuer à la résolution des problèmes relatifs à l'énergie, à la migration et à la sécurité.



13. Contribuer à un débat pacifique sur l'élargissement afin de s'assurer que la question demeure une priorité, dotée d'une feuille de route claire, et que la dynamique de réforme dans les pays souhaitant l'adhésion ne s'essouffle pas.



14. Encourager le dialogue avec les parlements nationaux afin de favoriser des attitudes plus constructives et de permettre aux questions européennes de faire leur entrée sur la scène politique nationale à un stade plus précoce du processus d'élaboration des politiques.



15. Lancer le débat sur la révision du budget communautaire à partir d'une vision claire des priorités politiques et des principes communs, et d'un financement cohérent et significatif des politiques traditionnelles (en particulier la cohésion et l'agriculture) comme des nouvelles priorités (comme la Stratégie UE-2020) ; œuvrer à dépasser la logique du contributeur net, à lier la question des recettes et à celles des dépenses et à réformer au préalable la politique agricole commune.

Attila Ágh Corvinus University/GKI, **Adam Balcer** demosEUROPA, **Hugo Brady** CER, **Filippa Chatzistavrou** ELIAMEP, **Elvire Fabry** Notre Europe, **Jacques Keller-Noëllet** Egmont, **Thomas Klau** ECFR, **David Král** Europeum, **Piotr Maciej Kaczyński** CEPS, **Ignacio Molina** Real Instituto Elcano, **Gaëtane Ricard-Nihoul** Notre Europe, **Daniela Schwarzer** SWP, **Anna Stellingner** SIEPS, **Fabrizio Tassinari** DIIS

www.notre-europe.eu/en/tgae

With the support of:



With the financial support of:



Education and Culture DG
'Europe for Citizens' Programme